

Sujet B: Kosovo: La consolidation de l'État de Kosovo et son développement soutenable.

Introduction

Après l'effondrement de l'Autriche-Hongrie à la fin de la deuxième guerre mondiale en 1918, Voïvodine et Monténégro sont unis à la Serbie. La Serbie était le partenaire dominant dans cet état, qui en 1929 a adopté le nom de Yougoslavie. Dans un effort pour éviter la domination de la Serbie pendant les années d'après-guerre, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine et le Monténégro ont reçu le statut de Républiques séparées et égales au sein de la nouvelle fédération socialiste de Yougoslavie ; le Kosovo et la Voïvodine ont été faits provinces autonomes au sein de la Yougoslavie.

Communistes serbes régissaient la vie politique de la Yougoslavie pour les 4 années suivantes. En 1948, la Yougoslavie a été expulsée du bloc Soviétique. Dans les années 1980, l'économie de la Yougoslavie a commencé à échouer. En 1980, des tensions séparatistes et nationalistes sont apparues en Yougoslavie. Entre 1991 et 1992, la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, Macédoine ont tous fait sécession de la Yougoslavie.

Le 4 Février 2003, le parlement de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie a ratifié la Charte constitutionnelle, en établissant l'union d'un nouvel état et a changé le nom du pays de la Yougoslavie à la Serbie-et-Monténégro.

Sur 2006, la République du Monténégro a organisé un référendum sur l'indépendance et a réussi à déclarer son indépendance. Par la suite, le Parlement de Serbie a déclaré que la République de Serbie était la continuité de l'état, et a changé le nom du pays de la Serbie-et-Monténégro à la République de Serbie, avec la Serbie conservant l'adhésion de la Serbie-et-Monténégro dans toutes les organisations et organismes internationaux.

Les États-Unis ont reconnu officiellement l'indépendance du Kosovo en Février 2008. Soixante-quinze nations avaient reconnu le Kosovo en Mars 2011. La Serbie a rejeté l'indépendance de son ancienne province. La Serbie a suivi à l'avis de la Cour Internationale de Justice (CIJ), et pourtant a décidé de s'engager dans un dialogue, animé par la UE, avec le Kosovo sur des questions pratiques, qui a débuté à Bruxelles en Mars 2011.

L'UE a officiellement accepté la demande d'adhésion de la Serbie en Octobre 2010 et a établi plusieurs conditions politiques pour l'intégration européenne de la Serbie. Ces

conditions comprennent la poursuite des réformes, le dialogue avec le Kosovo, et la pleine coopération avec le Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie (ICTY). L'UE examinera la demande d'adhésion de la Serbie dans la deuxième moitié de 2011 et décidera si la Serbie aura le statut complet de candidat.

Les moments pour lesquels le Kosovo est passé sont trois : premièrement, avant de 2007, une grande autonomie était ce que la région kosovare demandait à la Serbie. C'était une espèce d'autonomie avec laquelle le Hong Kong compte, tout en maintenant une position de région strictement Chinoise. Les autorités Serbes n'ont pas accepté cette autonomie, donc le processus s'est passé au deuxième état : maintenant le Kosovo voulait une indépendance « sous surveillance internationale ».

Des médiateurs de l'ONU recommandaient que cette indépendance partielle serait « la seule option pour assurer la stabilité et viabilité économique du Kosovo ». Après plusieurs conflits, le Kosovo proclame unilatéralement son indépendance en 2008, en établissant un régime parlementaire. La situation politique de Kosovo est compliquée, puisque la Serbie ne reconnaît pas encore cette indépendance.

Situation Actuelle

Il faut premièrement définir le statut de l'État Kosovar à l'égard des autres pays. Le Kosovo a proclamé unilatéralement son indépendance le 17 février 2008, dont la situation à l'égard de son indépendance est, en somme, la suivante :

- Le Kosovo est reconnu par 75 États, dont 22 sont membres de l'Union Européenne. Quelques de ces pays sont : les États-Unis, la France, la Grande Bretagne, et l'Allemagne. Le Kosovo est aussi un membre du FMI et de la Banque Mondiale.
- La Serbie reste avec une position de rejection, et affirme qu'elle ne reconnaitra jamais l'indépendance de la région de Kosovo. De plus, elle considère la démission de ce territoire comme un problème strictement interne, et seulement concerne cet État et la région kosovare.
- D'autre côté, la CIJ a déclaré –suite à l'appel de la Cour de part de la Serbie– que la déclaration d'indépendance unilatéral de 2008 « n'a pas violé le droit international ». La Cour International aussi exprime son appui aux mesures de l'UE à soutenir le dialogue entre Belgrade et le Kosovo. Ce jugement a marqué le début d'autre stage du conflit Serbe. Les États reconnaissants l'indépendance du Kosovo appellent à la Serbie à accepter le résultat, ayant le devoir d'établir une bonne relation de voisinage avec Pristina.

Les problèmes principaux auxquels l'État kosovar s'affronte sont :

a) La crise politique

L'État kosovar a subi récemment une crise politique dont sa fin a été difficile. Tout est commencé avec la démission du président kosovar –puisqu'il ne cumulait pas les fonctions nécessaires pour être président–, suivi par l'invalidation par la Cour constitutionnelle du président élu. Une crise politique s'est déroulée après ce conflit, étant donné qu'un président était nécessaire pour continuer à renforcer les relations avec la Serbie.

La reconnaissance d'autres pays est aussi l'un des problèmes principaux de l'État kosovar. Même si c'est déjà reconnu par certains pays, un exercice de sa souveraineté pleine ne pourra pas être fait sans appui de la communauté internationale. C'est difficile d'exprimer la volonté kosovare via la politique si le gouvernement n'est pas reconnu par des États importants dans les relations de Pristina. Aussi, cette reconnaissance est nécessaire pour l'intégration complète du Kosovo à la communauté internationale et même l'ONU.

b) La stabilité économique

Le premier ministre kosovar a augmenté de 30% à 50% les salaires des fonctionnaires en mars. Cette mesure est allée contre les dispositions que le FMI avait établies pour aider le Kosovo. L'imposition de l'hausse des salaires a donc fait couper l'aide du FMI à cet État. L'économie kosovare, avec le manque d'aide financière, est exposée à quelconque danger ; tandis que le Kosovo doit avoir une économie saine pour devenir stable dans un moment où la crise politique risque de menacer toute stabilité.

c) La relation avec la Serbie

Des problèmes pratiques avec la Serbie se déroulent maintenant, principalement dans les frontières. Des arrangements sont déjà faits, comme le droit de liberté de circulation des peuples, mais il reste beaucoup de questions comme le commerce et d'autres arrangements concernant le développement sain du Kosovo. D'après la Serbie, le Kosovo n'est pas indépendant d'elle, donc il faut avoir un environnement favorable à la discussion et au dialogue entre les dirigeants kosovars et serbes. Sa relation doit améliorer, puisque l'inflexibilité serbe empêche le gouvernement kosovar à s'intégrer convenablement.

On ne doit pas oublier le statut que la Serbie doit conserver auprès d'autres États européens, puisque la Serbie veut s'intégrer à l'Union européenne. Elle doit conserver une position de stabilité, et une manière de la montrer c'est ne pas accepter la position séparatiste de la région kosovare. Toutefois, la Grande Bretagne a communiqué que la

Serbie ne pourra négocier davantage sa position auprès de l'Union que si l'on a réussi encore plus de progrès avec le Kosovo.

Chronologie.

1974 –La Constitution yougoslave a déclaré le statut du Kosovo comme une Province socialiste Autonome au sein de la Serbie.

1989 - Slobodan Milosevic a éliminé l'autonomie du Kosovo et a imposé l'autorité directe de Belgrade.

1991- Dirigeants de souches albanaises ont déclaré unilatéralement son indépendance, après le mouvement de résistance passive dirigé par Ibrahim Rugova n'a pas réussi à restaurer l'autonomie.

1997- Une résistance armée a émergé sous le nom de l'Armée de libération du Kosovo (KLA). L'objectif principal du KLA était de garantir l'indépendance du Kosovo.

1998 - L'Armée de libération du Kosovo a intensifié ses attaques contre les serbes. Milosevic a déclenché une campagne de la police et l'armée brutale contre le KLA, qui a fait des atrocités contre des civils. Aussi, la campagne de nettoyage ethnique de Milosevic a progressé, et plus de 800.000 albanais ont été chassés de leurs foyers au Kosovo. Des milliers de réfugiés ont fui en Albanie, Macédoine et au Monténégro. Des milliers de personnes sont mortes dans le conflit.

1999- Le Conseil de sécurité a adopté une résolution qui a suspendu la gouvernance de Belgrade sur le Kosovo, a établi la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), et a autorisé une force de maintien de la paix de l'OTAN.

Mars - Slobodan Milosevic a rejeté un accord international négocié pour mettre fin à la crise, et la persécution des albanais du Kosovo. Cette action a conduit au lancement de frappes aériennes de l'OTAN contre des cibles au Kosovo et la Serbie. Les forces serbes ont été expulsées et l'ONU a pris l'administration de la province du Kosovo.

Juin - Le refus de la Serbie à signer les accords de Rambouillet a conduit le Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) à autoriser la présence internationale civile et militaire au Kosovo sous les auspices de l'ONU. Cette résolution a concédé à l'ONU l'administration provisoire du Kosovo et a autorisé la présence civile internationale pour

faciliter le processus pour déterminer le statut du Kosovo. Les forces internationales y compris la Mission des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et la force de sécurité dirigée par l'OTAN, le KFOR est entrée au Kosovo.

2008, Avril - L'Assemblée du Kosovo a approuvé la constitution. Elle est entrée en vigueur le Juin 15.

2010, Septembre 22 – La Cour Constitutionnelle du Kosovo statue que le président Sejdiu avait violé la constitution en appuyant simultanément le poste de président du Kosovo et de son parti politique, la Ligue Démocratique du Kosovo (LDK). Le 27 Septembre, Sejdiu a démissionné en tant que Président de la République, en conservant son poste à la tête du parti jusqu'aux élections de 2010.

2010, Novembre 2 - L'Assemblée du Kosovo a approuvé une motion de censure contre le Premier ministre Thaci, et des élections extraordinaires ont eu lieu sur Décembre 12, 2010.

2011, Février 7 - résultats définitifs de l'élection ont été certifiés. Les L'Assemblée a élu Behgjet Pacolli comme nouveau président et a approuvé un nouveau gouvernement de coalition, dirigé par le Premier ministre Hashim Thaci.

2011, Avril 7 – La Cour Constitutionnelle a tenu les élections de l'Assemblée inconstitutionnelles, Pacolli a démissionné. L'Assemblée a élu Atifete Jahjaga, la première femme à occuper le poste de président de la république.

Actions Internationales

EULEX (Mission État de droit de l'UE au Kosovo) - Mission civile menée par l'Union européenne qui vise à promouvoir l'État de droit au Kosovo. Elle a été mise en place en décembre 2008, suite à la proclamation de l'indépendance du Kosovo en février 2008, et a remplacé la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK).

UNMIK (Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo) - Mission mandatée pour faciliter l'instauration au Kosovo d'une autonomie et d'une auto-administration substantielle, faciliter un processus politique visant à déterminer le statut futur du Kosovo et veiller pour que tous les réfugiés et personnes déplacées puissent rentrer chez eux en toute sécurité et sans entrave.

NATO (North Atlantic Treaty Organization) - Cette organisation a participé à la guerre du Kosovo en bombardant la Serbie-et-Monténégro pendant onze semaines (du 24 mars au 10 juin 1999).

OSCE (Organization for Security and Co-operation in Europe) - Organisation créée pour concrétiser l'égalité souveraine, respect des droits inhérents à la souveraineté, l'inviolabilité des frontières, la non-intervention dans les affaires intérieures et la coopération entre les États.

KFOR (Force de maintien de la paix dirigée par l'OTAN au Kosovo) - Force armée multinationale mise en œuvre pour assurer le retrait du Kosovo des forces serbes, le déploiement d'« une présence internationale civile et de sécurité », et l'établissement d'une administration intérimaire au Kosovo sous les auspices des Nations Unies (la MINUK).

OMIK (Mission de l'OSCE au Kosovo) – L'OMIK La Mission est chargée de l'institution et construction de la démocratie, et la promotion des droits humains. La Mission de l'OSCE au Kosovo a trois objectifs principaux : le soutien aux institutions démocratiques et la bonne gouvernabilité, la promotion des droits communautaires et de l'homme, et l'amélioration de la sécurité.



Positions en Bloc.

Beaucoup de pays ont exprimé sa position par rapport à l'indépendance de Kosovo et même au statut que cette région conserve, à savoir, si l'on le considère déjà comme un pays ou non. Toutefois, de l'aide internationale est nécessaire pour que la population kosovare puisse progresser et s'intégrer comme un État consolidé. C'est à cause de ça qu'il faut savoir plus des positions internationales à l'égard de Kosovo, pouvant faire un bon jugement de la reconnaissance de cet État.

L'Union européenne, en général, montre une reconnaissance de l'indépendance de Kosovo. Des 27 membres, 22 États déjà la reconnaissent, tandis que l'Espagne, la Grèce, la Roumanie, la Slovaquie ne le font pas. L'Allemagne, la France, et le Royaume Uni considèrent que les intérêts des peuples kosovars sont importants et doivent être pris en compte par la Serbie.

Le rôle de l'Union Européenne est, à présent, de surveillance et de favorisation de dialogue entre les deux États. D'après l'UE, « il faut trouver rapidement des solutions constructives et concrètes aux questions techniques à résoudre, pour le bénéfice de leur

population et de l'indispensable coopération régionale ». L'UE souhaite, de plus, une normalisation des relations entre Pristine et Belgrade, « comme il est attendu de deux États ayant vocation à intégrer l'Union ».

D'autre côté, la Russie ne considère pas que la position de la Cour Internationale de Justice soit l'appropriée, puisqu'elle considère que la décision ne constitue pas une base légale pour se déclarer indépendants. La Russie aussi juge cette démission comme un exemple de favoritisme du séparatisme. Cette position russe a été gardée depuis longtemps. Il faut ne pas oublier que la Russie était, à partir du premier moment où le Kosovo voulait une indépendance sous surveillance internationale, contre la division territoriale de la Serbie.

La Serbie, comme on a déjà expliqué, garde une position inflexible à l'égard de l'indépendance de Kosovo. Ils ne soutiennent pas la position que beaucoup de pays prennent, donc ils doivent faire plus d'efforts pour gagner de l'espace dans le conflit kosovar. D'autres pays qui ne reconnaissent pas l'indépendance sont la Chine, l'Inde, le Brésil, et l'Afrique du Sud.

Les États-Unis, de son côté, ont reconnu immédiatement comme positive le jugement de la CIJ. Ils soutiennent la position de l'UE, et considère que le bon voisinage est indispensable pour le développement du Kosovo. L'intégrité et la souveraineté est un compromis fondamental, et la Serbie doit garder une position constructive.

Par rapport aux nations ex-Yougoslaves, il y en a quelques qui supportent le Kosovo –c'est le cas du Monténégro-. La Sloénie, l'Albanie, et la Macédoine, pour sa part, encourage les négociations avec la Serbie puisque cela représenterait un pas devant vers le processus d'intégration Européenne, reflété dans la stabilité de la région des Balkans. Cependant, d'autres nations des Balkans, comme Bosnia et Herzegovina -et évidemment la Serbie- expriment une position négative à l'égard de la reconnaissance du Kosovo, puisqu'ils ont imposé des embargos unilatéraux aux exports Kosovars.

Questions à répondre pendant le débat.

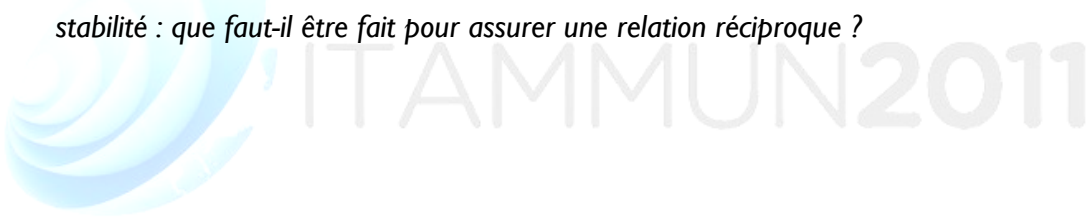
Le Kosovo, finalement, est un État jeune qui n'a pas encore les éléments nécessaires pour se développer facilement. Ses problèmes internes, politiques et économiques, sont encore plus sévères à cause du manque de reconnaissance de certains pays.

Son statut comme pays est faible, puisque son gouvernement n'a pas encore assez de moyens pour résoudre le genre de problèmes qui trouveront comme pays

indépendant. Au même temps, le refus de la Serbie pour reconnaître le Kosovo pose un autre grave problème.

La solution à ce problème n'est pas encore claire, malgré cela une résolution qui fera du bien aux peuples de cette région doit être trouvée. Aussi, cette résolution doit répondre aux questions suivantes :

1. *Étant donné que le commerce du Kosovo avec le nord est bloqué à cause des embargos qu'on lui a posés, quelles mesures doivent être prises pour que le Kosovo ne subisse pas un déficit de balance courante ?*
2. *Comment améliorer les relations entre la Serbie et le Kosovo, de telle sorte que sa future construction se déroule de façon favorable ?*
3. *N'oubliant pas que l'intégration à l'Union Européenne des états de la région ne sera possible que si l'on assure une stabilité politique et sécuritaire, doivent-ils agir ensemble pour obtenir une candidature comme certains pays –dont la Serbie- le veulent ?*
4. *Considérant que la reconnaissance internationale n'est pas le seul élément qui rendrait le Kosovo au progrès, comment renforcer son État de droit et ses institutions ?*
5. *Quelles mesures doivent être prises pour éviter des nouvelles crises politiques, comme celle qu'a eue Pristina ? Le bon voisinage avec les pays des frontières conduira à cette stabilité : que faut-il être fait pour assurer une relation réciproque ?*



Références

Sans auteur, « Profil de pays du Soudan ». BBC. Disponible en <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/country_profiles/820864.stm>, consultation avril 2011

Vertin, Zach. « Naissance du Sud-Soudan : le véritable défi commence ». Rue 89. Disponible en <<http://www.rue89.com/2011/02/07/naissance-du-sud-soudan-le-veritable-defi-commence-189448>> consultation avril 2011

Sans auteur, « Le président soudanais publie un décret républicain acceptant le résultat du référendum ». Disponible en <http://french.news.cn/afrique/2011-02/08/c_13722489.htm>, consultation avril 2011

Sans auteur, « Soudan: le dialogue entre le Nord et le Sud va reprendre », disponible en <http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5jDe6WYHGhVmUvqiowA6XU19jPjDA?docId=CN.G.c65435658717c1c9d18d6ccc0e658b5e.241>, consultation avril 2011

Sans auteur, « Sud Soudan : 12 défis face à ce nouveau pays ». Disponible en <<http://www.surlefeu.fr/7703/2011/02/sud-soudan-12-defis-face-a-ce-nouveau-pays.html>>, consultation avril 2011

Sans auteur, « Le développement agricole, enjeu majeur pour le Sud Soudan ». Disponible en <<http://www.surlefeu.fr/8020/2011/02/le-developpement-agricole-enjeu-majeur-pour-le-sud-soudan.html>>

Sans auteur, « Washington prêt à reconnaître l'indépendance du Sud-Soudan ». Disponible en <http://french.news.cn/monde/2011-02/08/c_13722569.htm>, consultation avril 2011

Sans auteur, « Sud-Soudan : la sécession décidée lors d'un vote libre et transparent, selon l'ONU ». Disponible en <http://french.news.cn/afrique/2011-02/08/c_13722522.htm>, consultation avril 2011

Sans auteur, « Sud-Soudan : la sécession décidée lors d'un vote libre et transparent, selon l'ONU ». Disponible en <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/country_profiles/3524092.stm>, consultation avril 2011

Sans auteur, « Background Note: Kosovo ». Disponible en <<http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/100931.htm>>, consultation avril 2011

Sans auteur, « Background Note: Serbia ». Disponible en <<http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/5388.htm>>, consultation avril 2011

Sans auteur, « Sud-Soudan : La Ligue arabe reconnaît le nouvel Etat et souhaite son adhésion à l'Organisation ». Disponible en <<http://www.elmoudjahid.com/fr/flash-actu/5404>>, consultation août 2011

Sans auteur, « New resolution excludes recognition of Kosovo's independence ». Disponible en <http://www.srbija.gov.rs/vesti/vest.php?id=68730>, consultation juin 2011

Références conseillées :

EULEX Kosovo : <http://www.eulex-kosovo.eu/en/front/>

UNMIK: <http://www.unmikonline.org/>

